

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : QUELQUES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR AMÉLIORER LES USAGES

>>> CONTEXTE

La précarité énergétique concerne « *toute personne qui éprouve dans son logement des difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat.* »

5 à 6 millions des ménages français sont potentiellement touchés par la précarité énergétique.

Le poids de la dépense énergétique dans le budget des ménages s'alourdit et pèse encore plus sur les ménages à faibles revenus (de moins en moins solvabilisés par l'APL).

La transition énergétique ne peut pas se limiter aux seules innovations. Elle doit être accompagnée d'une évolution des pratiques, des usages, des comportements qui orientent la consommation d'énergie (mode de consommation, modes d'habiter...).

>>> PROPOSITIONS

> **Chèque énergie** - La disparition des tarifs sociaux de l'énergie au profit des chèques énergie a fait beaucoup de perdants. Les démarches nécessaires à l'obtention des chèques énergie ne sont pas adaptées aux personnes à bas revenus et posent encore beaucoup de problèmes :

- le lien avec la taxe d'habitation n'est pas simple pour les personnes non assujetties, ou le cas de la location sous-location.
- pour toucher le chèque énergie en 2019, il faut être locataire au 1^{er} janvier 2018
- ...

Les locataires devraient pouvoir disposer de leur aide dès leur entrée dans le logement. Il est proposé de revenir à un système plus simple, exempt de démarches administratives complexes.

> **Fournisseurs d'énergies** - Les fournisseurs d'accès à l'énergie proposent des offres attractives mais ne sont pas dotés de services sociaux comme les fournisseurs historiques : absence de plateforme, frais en cas de coupure. Il est proposé à l'Etat de réguler ce type de pratique pour ne pas faire sombrer encore plus les personnes en difficulté.

De la même manière, avec la mise en place du compteur Linky, le contact humain se perd. Plus largement, la digitalisation implique une perte de proximité préjudiciable pour les personnes précaires.

> **Eco-gestes** - Les éco-gestes qui se développent ici et là devraient devenir des normes : installation des douchettes...

> **DPE** - Faire du Diagnostic de performance énergétique un véritable audit énergétique. Le locataire d'un bien mal classé ou doté d'équipements énergivores (convecteurs, système d'aération non adapté...) devrait être en droit de demander une remise sur quittance. Serait ainsi appliqué au propriétaire le principe du « pollueur payeur ».

> **Outil de simulation de charges** - Les simulateurs de charges tels que Simkoo développé par Habitat et Humanisme devraient être généralisés. Tout futur locataire devrait pouvoir disposer d'une estimation des charges qu'il va payer avant d'entrer dans son logement.



> **Jardins** - Les espaces verts disponibles ne sont pas assez valorisés. Pourtant, le travail de la terre est bénéfique surtout pour ceux qui en sont loin. Beaucoup d'initiatives foisonnent en local (jardins agroécologiques, pédagogiques, compost, poulaillers...) mais les opérateurs associatifs notamment manquent de moyens pour mettre en œuvre les projets.

> **Valorisation des déchets** - La mise en place de compost pourrait être généralisée dans les écoles, les entreprises, les collectivités, à proximité des silos à verre par exemple.

> **Eaux** : D'une ville à l'autre, on constate de gros écarts de prix du mètre cube d'eau. Qu'est-ce qui justifie de tels écarts ? Améliorer la récupération des eaux en milieu urbain ou encore faire baisser la consommation d'eau en bouteille en rassurant la population, sont autant de propositions tendant vers des comportements plus sobres.

> **Sensibilisation des enfants** - La sensibilisation des enfants doit être poursuivie (tri des déchets), consommations...). Plus largement, de l'école primaire au lycée, des matières dédiées au développement durable devrait être mises en place.

> **L'électroménager** - Agir sur les consommations d'énergie directe des ménages à bas revenus nécessite des appareils moins énergivores. Il pourrait être demandé aux fabricants d'électroménager de développer des équipements simples, sans options, plus économes et de ce fait moins chers et plus accessibles aux personnes à bas revenus.

Dans la même lignée, il est également proposé de mettre fin à l'obsolescence accélérée ou programmée au profit d'équipements réparables et durables.

Habitat et Humanisme est par ailleurs partie prenante des propositions liées à la précarité énergétique qui émaneront du réseau RAPPEL* en lien avec le Plan Bâtiment Durable.

**Le réseau RAPPEL rassemble les acteurs mobilisés contre la précarité énergétique en France, notamment les professionnels de terrain qui accompagnent les ménages pour :*

- *mettre en relation et aider les structures qui cherchent à apporter des solutions préventives et curatives durables à la précarité énergétique,*
- *capitaliser, mutualiser et diffuser les expériences,*
- *promouvoir la prise en compte de la précarité énergétique dans les politiques.*

